



Questions à **Laurent Hénart**

Député de Meurthe-et-Moselle
et secrétaire général du Parti radical

De retour de la convention nationale de sa formation, il commente les provocations de Claude Guéant et assume son indépendance.

Depuis le retrait de Jean-Louis Borloo, la voie radicale n'est-elle pas inaudible ?

Nous avons pris le temps de se préparer et cela nous a obligés à envisager 2012 autrement. Notre manifeste avec 111 propositions et 111 candidats dont 40 % de femmes constitue un peu le programme du candidat que nous n'avons plus.

Dans le détail...

On revient sur des points cruciaux comme la justice fiscale en supprimant les avantages des grands groupes, ce qui totalise 6 à 8 milliards par an. De même, il y a 25 milliards de recettes à retrouver en fiscalisant les flux financiers, notamment des fonds de pension. On souhaite aussi un Vendôme de la justice sur le modèle du Grenelle, avec une plus grande indépendance des parquets et un échelonnement comme en Belgique pour être plus ouvert sur la société civile. De même sur le

logement, on prévoit une garantie locative universelle, et sur les institutions, au moins 100 députés élus à la proportionnelle.

Votre fibre humaniste n'est-elle pas heurtée par droitisation du discours de Claude Guéant ?

Ma fibre humaniste est malmenée depuis longtemps, et déjà avec le discours de Grenoble, ou encore le débat surréaliste sur la déchéance de nationalité. On critique et on combat ces dérives. Sur la question des civilisations, les radicaux estiment que les personnes sont égales, donc les sociétés aussi. Vouloir hiérarchiser, c'est non pas un débat du XXI^e siècle, mais du XIX^e !

Les électeurs et militants modérés ne sont-ils pas Sarko-réticents, et donc tentés par Bayrou ?

Bayrou est candidat pour la troisième fois. On le connaît et sa sensibilité correspond effectivement aux modérés.

Le problème, c'est sa position sur les accords politiques. Je sais ce qu'il pense du programme de François Hollande, mais il ne le dit pas. Or, le danger aujourd'hui, c'est la chape de plomb, l'absence de perspectives de progrès. Nos concitoyens sont paumés. Ils ont besoin de clarté, et c'est sur ces incertitudes que moissonne Marine Le Pen.

Comment expliquez-vous qu'à trois mois des législatives, l'UMP gèle votre propre investiture ?

Je paie peut-être le prix de mon indépendance et de ma visibilité auprès de Jean-Louis Borloo. Et je l'assume totalement, car les radicaux pensent que cette liberté est fondamentale. Une majorité, c'est l'addition de différences qui en font la richesse. Plus une majorité est monolithique, plus elle est faible.

**Propos recueillis
par Alain DUSART**